



# Mai 68 et Imprimatur ont 40 ans !



# L'incident est clos...

La publicité de l'exposition, « *Humain, très humain* » est assurée. Sur près de 500 photos, quatre ont suffi à créer la polémique. Des pères nus posent accompagnés de leurs enfants pour l'artiste bordelais Christian Delecluse. Après une semaine de confusion, un compromis semble avoir été trouvé entre le musée d'Aquitaine et le photographe.

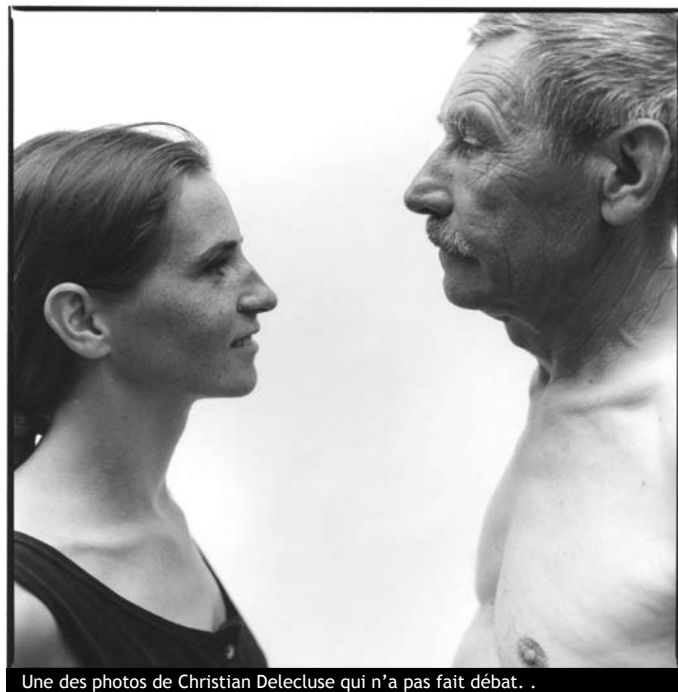
Le projet était bouclé depuis trois mois. Une vingtaine de photographes avait été retenue par les commissaires de l'exposition « *Humain, très humain* » : *photographies en Aquitaine, de 1987 à 2007*. » Lundi 7 avril, installation des oeuvres. Malaise. Certains employés du musée pensent que des photos représentant des pères nus avec leurs enfants pourraient choquer les visiteurs. Pourtant, la série de photos a déjà été exposée en 1998 à la Fnac de Bordeaux. « *A l'époque, ça n'avait pas posé problème* », assure le photographe.

Pour Christian Delecluse, il y avait plusieurs solutions : « *les laisser exposées, les enlever toutes, ou retourner les quatre photos incriminées en les accompagnant d'un avertissement*. »

Cette dernière possibilité ne semble pas convenir au musée. La semaine dernière, l'intégralité des photos de Christian Delecluse est retirée, laissant vide un grand couloir blanc au beau milieu de l'exposition.

## PEUR D'UN PROCÈS ?

Une décision prise par peur d'un procès ? En 2000, une association de protection de



Une des photos de Christian Delecluse qui n'a pas fait débat.

l'enfance avait porté plainte contre le directeur du CAPC à cause d'une œuvre présentée dans le cadre de l'exposition « *Présomés innocents*. » Si la justice a rendu un non-lieu en 2006, ce précédent embarrasse la mairie. D'autant plus que la presse commence à s'intéresser à l'affaire qui secoue le musée

d'Aquitaine. La polémique pourrait plomber l'ambiance pendant le vernissage. Nouveau rebondissement une heure avant le début de celui-ci. Le musée appelle le photographe qui réinstalle vingt et un de ses clichés. Les quatre photos les plus embarrassantes restent dans les cartons. Tous

les photographes de l'exposition s'insurgent contre cette censure déguisée. Ils menacent de retourner toutes leurs photos en signe de protestation. Pour calmer les esprits, la direction choisit de réintégrer tous les clichés.

Beaucoup de bruit pour presque rien. Mardi, à l'ouverture du musée, tous les clichés de Christian Delecluse sont visibles. Deux panneaux de tissus blancs précèdent les photos polémiques. Le but, dissimuler la nudité aux yeux qui ne veulent pas les voir. « *Ca ressemble aux carrés blancs de l'ORTF* » ironise l'artiste.

L'incident semble clos. Seul l'artiste parisien Denis Darzac, présent sur le catalogue, a retiré ses photos. Selon Christian Delecluse, il ne souhaiterait pas cautionner une politique municipale « pudibonde ». Pour l'artiste bordelais, une question reste en suspens. « *Une ville aussi frileuse que Bordeaux peut-elle prétendre devenir capitale européenne de la culture en 2013 ?* »

TIPHAINE LE ROY  
ET BENJAMIN HUGUET

# Les syndicats cuisinent leur représentativité

Les partenaires sociaux se-  
raient-ils les rois de la  
tambouille ? Cinq syndicats et  
trois organisations patronales  
se sont réunis mercredi 9 avril  
pour s'entendre sur leur future  
représentativité au sein des en-  
treprises. De leurs fourneaux,  
est sorti un texte alambiqué  
qui a le mérite de satisfaire à  
peu près tout le monde. Mais à  
y regarder de plus près, chacun  
défend son petit pré carré.

A priori, c'en est fini des signa-  
tures en douce avec les syndi-  
cats minoritaires. Pour être ap-  
prouvé lors des négociations,  
un accord devra désormais être  
signé par une organisation syn-

dicale représentant au moins  
30 % des suffrages exprimés,  
50 % d'ici cinq ans. Catherine  
Dubosq, de la CFDT d'Aquitai-  
ne, se félicite de l'accord trouvé  
sur ce point : « *Il responsabilise  
le syndicat majoritaire de l'en-  
treprise. S'il ne veut pas signer,  
il devra proposer une solution  
alternative, et ne pourra plus  
diaboliser celui qui signe*. » Dans son viseur, Force ouvrière  
qui est, d'ailleurs, le seul à s'op-  
poser au texte. Côté patrons, le  
Medef et la CGPME ont aussi  
adhéré à la formule. Lors des  
négociations, pas de change-  
ment pour eux, mais en face,  
ils n'auront plus qu'un seul in-

terlocuteur sur qui il sera facile  
de mettre la pression.

## PETITS ASSAISSEMENTS

Le texte impose sept critères  
pour décerner le label « repré-  
sentatif » et permettre à l'orga-  
nisation syndicale de partici-  
per aux négociations. L'un des  
critères exige du syndicat qu'il  
réalise au moins 8 % dans une  
branche professionnelle. Un  
petit cadeau pour la CFTC et  
la CFE-CGC jusqu'ici représen-  
tatifs et qui devraient le rester.  
« *A 10% au lieu de 8 dans les  
branches, lâche Philippe Louis  
de la CFTC, notre syndicat per-  
drait beaucoup. Là, ça passe*. »

Un autre critère retient particu-  
lièrement l'attention de l'Union  
syndicale solidaires : l'ancien-  
neté. D'après le texte, le syndi-  
cat doit justifier une existence  
d'au moins deux ans. « *Si on  
doit exister au niveau national,  
analyse Annick Coupé, porte-  
parole d'USS, pas de problème.  
Mais si c'est dans l'entreprise  
qu'on doit être reconnu depuis  
vingt quatre mois, c'est une autre  
histoire. S'implanter dans une  
boîte relève aujourd'hui encore  
du parcours du combattant*. »

PIERRE SAULNIER  
ET ANTHONY HERNANDEZ



La bataille annoncée a  
tourné court. Silvio Ber-  
lusconi a fait cavalier seul,  
distançant largement le  
Parti démocrate de Wal-  
ter Veltroni au Sénat et à  
la Chambre des députés  
(environ 45,5% contre  
38,8%). Alberto Toscano,  
correspondant en France  
du quotidien *Il Riformis-  
ta*, livre son analyse des  
résultats.

La coalition de Silvio Berlus-  
coni a remporté une large vic-  
toire. Comment l'expliquez-  
vous ?

Il y a deux raisons à  
cette victoire. La pre-  
mière, politique, est  
liée à la déception de  
l'opinion italienne face  
à l'échec du gouverne-  
ment de centre gauche  
de Romano Prodi. Cette  
déception a provoqué  
une abstention sanc-  
tion envers la majorité  
sortante. La seconde, technique,  
tient à la loi électorale elle-même  
et notamment au système de  
barrage en vigueur pour entrer  
au Parlement, qui a agi comme  
une guillotine pour la gauche  
radicale en particulier.

Peut-on dire que Veltroni a  
tué cette gauche radicale en  
refusant toute alliance avec  
elle ?

Je pense qu'il s'agit d'un calcul  
très cynique. Il a profité d'une  
élection perdue d'avance pour  
se débarrasser de la gauche  
« Arc-en-ciel », qui regroupe  
les communistes et les verts.  
Le pari a réussi au-delà de

ses espérances et il se trouve  
maintenant forcé de représen-  
ter l'ensemble de la gauche.  
Cependant, la gauche radicale a  
une longue tradition en Italie et,  
même si elle est morte dans ces  
élections, elle n'est pas morte  
dans la société.

Cette gauche peut-elle s'ins-  
pirer du phénomène *Die Linke*<sup>(1)</sup>  
en Allemagne pour  
rebondir ?

Si cette gauche choisit une po-  
litique d'opposition systéma-  
tique, Berlusconi, ses fils et ses  
petits-fils gouverneront jusqu'à  
la fin des temps. En Italie, seu-  
le une gauche unie peut l'em-  
porter. Veltroni devra être très  
habile pour affaiblir la gauche  
radicale sans la tuer. Il a besoin  
qu'elle se comporte comme  
un toutou aux ordres de son  
maître.

Finalement, ce mouvement  
de bipolarisation de la vie  
politique satisfait les deux  
adversaires...

Berlusconi et Veltroni forment

un couple bizarre, qui se dé-  
teste mais qui se justifie l'un  
et l'autre. L'épouvantail du *Ca-  
valiere* a, par exemple, favorisé  
le vote utile prêché par l'an-  
cien maire de Rome. Les deux  
grands partis se partagent la  
presque totalité du gâteau.

En France, la victoire de  
Berlusconi avec l'appui im-  
portant de la Ligue du nord  
suscite déjà une controverse.  
Qu'en pensez-vous ?

Il ne faut pas exagérer. La Li-  
gue du nord n'est pas l'extrême-  
droite. D'ailleurs, la gauche  
s'est appuyée sur la Ligue pour  
faire tomber Berlusconi une  
première fois en 1994. La Ligue  
est un parti de commerçants,  
un parti populiste, que l'on peut  
rapprocher de l'idéologie pouja-  
diste, en France dans les années  
50. Une partie de ses membres  
est ouvertement fasciste mais  
la formation dans son ensem-  
ble demeure hétéroclite. Ses  
idées sont surtout autonomis-  
tes et sécuritaires. De 2001 à  
2006, Umberto Bossi, leader de  
la Ligue, a façonné les lois im-  
migration sous Berlusconi. Ces  
lois ne sont pas éloignées des  
lois Sarkozy actuelles.

1) Die Linke est un parti allemand  
de gauche radicale regroupant  
des sociaux-démocrates, des ex-  
communistes et des verts

## Ancora Silvio

### Des jeunes Italiens étudiants à Bordeaux s'expriment sur les résultats des législatives.

PAGE RÉALISÉE PAR ANTHONY HERNANDEZ,  
BENJAMIN HUGUET ET TIPHAINE LE ROY

« Dans la presse : **jamais d'investigation**, ni d'ana-  
lyse critique. Les seuls articles d'opinion sont les tri-  
bunes populistes qu'écrivent les politiques. Les journaux  
ne parlent jamais de la situation financière désastreuse du  
pays. Pas par connivence, plus par médiocrité. »

Benedetta, 22 ans, étudiante à Science Po

« J'ai fait **le choix du moins pire** avec Vel-  
troni. La classe politique italienne est âgée et  
cloisonnée, ce qui explique l'abstention. Elle a  
sanctionné la gauche "arc-en-ciel" qui s'est décré-  
dibilisée en participant au gouvernement Prodi. »

Marina, 22 ans, étudiante à Sciences Po

« Ce qui me  
choque, c'est  
que le Parti  
communiste  
et les Verts ne  
seront plus re-  
présentés à la  
Chambre des  
députés. Pour  
moi, la coaliti-  
on de Walter  
Veltroni, ce  
n'est pas la  
gauche. »



Alessandro, 23 ans, étudiant en lettres



Fabrizio, 23 ans,  
étudiant en ingénierie mécanique

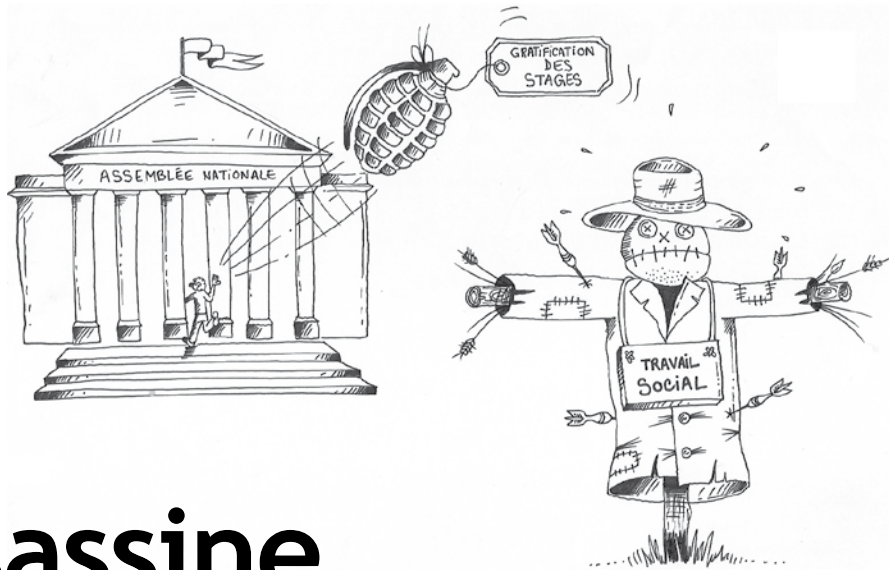
**Personne ne me représente**, à l'ex-  
«ception peut-être du parti, "Italie des  
valeurs", de l'ancien magistrat anti-mafia  
Antonio Di Pietro. Le problème italien est  
celui de la corruption des hommes politi-  
ques : combien d'élus ont déjà eu affaire  
à la justice ? A l'avenir, je veux pouvoir  
choisir mon député directement et non  
plus seulement voter pour une liste. »



Les formations des futurs travailleurs sociaux sont menacées. Loi sur l'égalité des chances oblige, les stages de plus de trois mois doivent désormais être payés aux étudiants par les associations qui les accueillent. Problème : les structures n'ont pas l'argent.

Egalité des chances, disait la loi. La bonne blague ! Les étudiants de l'IRTS (Institut régional du travail social) de Talence rient jaune. Depuis le 28 février (1), leurs stages de plus de trois mois dans des structures privées doivent désormais être rémunérés. 398 € par mois. Une fortune pour les associations à qui l'Etat a imposé la charge financière. Car si ce décret reste une bonne chose en soi, son application agit comme une bombe à retardement sur les formations des travailleurs sociaux. « A la base, c'était la loi sur l'égalité des chances, mais là, on n'y voit que des inégalités », lance Clément Blain, étudiant éducateur spécialisé et membre de l'association « A l'asso ! » qui héberge le mouvement.

« 90 % de nos lieux de stage sont touchés. Ce sont, par exemple, des instituts médicaux éducatifs, des maisons d'enfants à caractère social ou des associations. » Or, la plupart de ces établissements ont des budgets très serrés, et courent après les subventions publiques. N'ayant pas les moyens d'assurer cette gratification, nombre de structures ont déjà assuré qu'elles ne seraient plus en mesure de prendre des stagiaires. D'autres, à contre-courant, s'inscrivent dans une démarche militante. Elles disent vouloir continuer à accueillir des stagiaires, quitte à envoyer ensuite la facture aux interlocuteurs concernés (lire ci-dessous). Des fraudes jusqu'ici marginales pourraient se généraliser. Pour contourner la loi, rien de plus simple. Il suffit, par exemple, de signer avec l'étudiant trois conventions d'un



## On assassine bien le travail social

mois au lieu d'une de trois. Autre dysfonctionnement : toutes les formations et tous les niveaux ne sont pas concernés. Pas de gratification par exemple pour tous les moniteurs-éducateurs en stage. Ceux qui n'ont pas le bac (facultatif pour cette formation) voient le joli pécule leur passer sous le nez. Ultime perversité du texte, les organismes

tre 12 et 14 mois sont consacrés aux stages. Pour lui, comme pour ses étudiants, pas question de revenir sur cette loi. C'est à l'Etat de payer via un organisme tiers. « On ne veut pas qu'une relation employeur employé s'instaure », précise Clément. Mais, pour l'instant, la direction générale des affaires sociales (affiliée au ministère du Travail),

les Conseils régionaux, la DRASS (Direction régionale des affaires sanitaires et sociales), tous se refilent la patate chaude. Alors, les futurs travailleurs sociaux se serrent les coudes. Ils se sont réunis vendredi 11 avril à Montrouge en région parisienne pour créer une ébauche de bureau national. Prochaine manifestation à Bordeaux à la Victoire : ce

### Les associations sont divisées

**Le Prado 33** est un institut médico-pédagogique. L'établissement accueille une trentaine de stagiaires venus de l'IRTS de Talence. Le Prado 33 est spécialisé dans l'accueil et la prise en charge d'enfants handicapés. Armelle Denis Roudeau, assistante de direction, explique : « Nous honorons les engagements que nous avons pris. La gratification se fait donc pour les stages qui étaient déjà engagés, mais la signature de nouvelles conventions de stages est suspendue à la décision des or-

ganismes qui nous financent à savoir l'Etat, le conseil général, les ministères de tutelle... Financièrement, on ne peut pas assurer ces gratifications, cela porte préjudice à tout le monde. Sans stagiaires, la structure tournerait mais pour la qualité de nos services. Leur présence est évidemment un plus. »

**L'AOGPE** (Association des Oeuvres Girondines de la Protection de l'Enfance) est un institut d'accueil social et médico social. Il prend en

charge une petite dizaine de stagiaires de l'IRTS. Francis Terraza, son directeur général, précise : « On ne prend pas les stagiaires en otage, c'est un principe. Nous appliquons donc la disposition et nous enverrons un constat de dépenses aux comptes administratifs. Le 10 avril la Direction générale des Affaires sociales a fait un geste : elle s'est engagée à financer la gratification en dehors des budgets de fonctionnement des établissements. Mais on attend de voir. »

publics (types mairies, CCAS, conseils généraux...) ne sont pas visés par la mesure. Des stages de plus de trois mois gratuits donc, s'ils doivent être à la charge de l'Etat. Selon Albert Klein, directeur de l'IRTS de Talence : « On est en train de casser une formation. La pédagogie par alternance a fait ses preuves depuis les années 60. Aujourd'hui, on compte plus de 95 % de placement dans les six mois qui suivent l'obtention du diplôme ». Sur trois ans de formation à l'IRTS, en-

jeudi à 14 h. Mais dans une atmosphère de revendications sociales tous azimuts, comment se faire entendre ?

PAGE RÉALISÉE PAR PIERRE SAULNIER ET ELODIE MORISSET

(1) Le 28 février, la circulaire concernant les formations de travail social est entrée en vigueur



## Mai 68 à Bordeaux

TOURNÉE DES CAFÉS RÉALISÉE PAR WILLY LE DEVIN ET BENJAMIN KÖNIG.

**Mai 68 : le poulx de la révolte étudiante, puis ouvrière, bat dans les cafés bordelais. Anars, maos, trotskistes ou marxistes-léninistes échauffent le Grand Soir dans leurs QG respectifs. Les rades servent ainsi de base arrière à l'étudiant-lambda lanceur de pavés, à la « chienlit », ou encore aux CRS blessés par les manifestants. Quelques figures locales font renaître pour nous ces lieux qui n'ont pas tous survécu.**



« Le temps a effacé l'idéologie et l'utopie. Aujourd'hui, seuls quelques cafés citoyens reprennent le flambeau. » J-P Roche

« Les anciens viennent souvent Chez Auguste ou au Plana. Si vous passez, ils vous raconteront leurs souvenirs pendant des heures... » G. Rossetti

« Tous les cafés de l'axe Gambetta-Victoire étaient des bastions. Le PSU se retrouvait au New-York, et l'Unef au PB, disparu depuis. Les leaders politiques élaboraient leurs stratégies en sirotant l'apéro au soleil. Dans la rue, tout le monde les reconnaissait. » P. Auzereau

« Certains lieux, comme l'Antre d'Homère pour les maos-spontex, ou le Court-Circuit, sont restés idéologiquement marqués. J'étais jeune en 68, mais l'idée de construire « autre chose », d'autres rapports humains, m'a toujours fasciné. » P. Duval

## Que reste-t-il de nos cafés ?

« L'autre jour, une cliente est entrée et a retrouvé, émue, une inscription qu'elle avait gravée sur les boiseries pendant la révolte de 68. Le café des Arts était le lieu emblématique de Bordeaux. Au premier étage, se tenaient des réunions politiques agitées. Aujourd'hui ? Ce sont des bureaux. » R. Huvelle

« Aux Arts, le rez-de-chaussée faisait office d'infirmerie. La salle était coupée en deux : manifestants et CRS se faisaient soigner chacun de son côté. » R. Huvelle

« Les anarchistes étaient vraiment à part. Ils avaient élu domicile « Chez Maman ». Des nuits durant, à la lueur de quelques ampoules, ils dissertaient, jouaient aux cartes, et apportaient une touche de folie à l'insurrection. Aujourd'hui, le mouvement est quasi éteint, il subsiste seulement un local, rue du Muguet. » C. Thomas

« Contrairement à Paris, où chaque idéologie avait son café, à Bordeaux les courants d'extrême-gauche cohabitaient. Mais maoïstes et trotskistes supportaient souvent mal la majorité communiste. » C. Thomas

Témoignages de Pierre Auzereau (Institut CGT d'histoire sociale), Robert Huvelle (patron du café des Arts), Chantal Thomas (écrivain), Patrick Duval (directeur de Musiques de nuit), Jean-Pierre Roche (candidat d'Alliance citoyenne aux municipales), Gabriel Rossetti (directeur du café Chez Auguste).



# Pas de journaux pour Bordeaux

GWLADYS LESCOUZÈRES ET CAROLE FILIU

La Rue, **Spartacus**, Rouge ou **L'Idiot International**... Les journaux sont nombreux à éclore à **Paris** en ce mois de mai... À **Bordeaux**, il en est tout autrement.

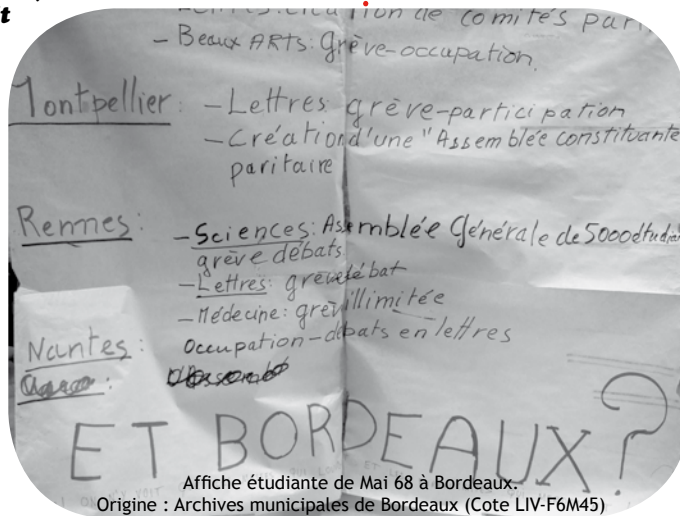
« Nous n'avions ni le temps ni les moyens d'en faire », indique Pierre Auzereau, employé d'EDF à l'époque et aujourd'hui président de l'Institut CGT d'histoire sociale d'Aquitaine. Pour les ouvriers, pas de journaux « locaux », mais une multitude de tracts et d'affiches imprimés à la Bourse du Travail, « comme à chaque mouvement social » souligne-t-il. Dans ces documents, on retrouve les annonces classiques des mouvements sociaux : « Appel aux travailleurs en grève et à toute la population, signé : Les travailleurs, les enseignants et les étudiants ». On est aussi interpellé par des slogans plus revendicatifs, du genre « **Cette société est pourrie, il faut la foutre en l'air pour en construire une autre** ». Les tracts sont diffusés « à l'arrach' » devant les entreprises. C'est un des seuls moyens pour les syndicats « d'informer les absents ». Les journaux ? Ils viennent tous de Paris et ils sont tous des organes d'expression des partis politiques : *La Vie Ouvrière*, *Le Peuple*, *La Voix Ouvrière*. À l'échelle locale, tout de même, l'Union révolutionnaire communiste-léniniste-marxiste est sur tous les fronts avec sa feuille de chou, *Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud Ouest*. Quid des étudiants ? « Nous ne pouvions imprimer que des affiches et quelques tracts car nous n'avions pas de moyens. Je me souviens d'un canard d'extrême gauche qui s'appelait « **Socialisme et Barbarie** ». Il existait d'autres petites publications souterraines, mais tout le monde n'y avait pas accès », explique Bernard Couturier, étudiant en Lettres à Bordeaux III à la fin des années soixante et actuellement professeur de philosophie au lycée Mauriac. Autre explication à cette absence de parutions estudiantines, selon Pierre Auzereau : « Ils n'étaient de toute manière pas assez organisés pour écrire un journal qui se tienne ». Il faut alors se contenter de bouts de papier avec des annonces écrites au marqueur. Peu de dessins ou de recherche artistique, le but est de marquer les esprits avec des slogans enragés « **Laisserons-nous la dictature s'installer ? Ou au contraire, manifesterons-nous contre la montée du fascisme et pour réunir nos forces ?** » Mais la plupart du temps, il s'agit tout simplement de se donner rendez-vous, « **Ce soir, à 21h, salle A100. Ordre du jour : comité de grève, comité de quartier, journal, information-permanence, effectifs** ». Pour ces étudiants, l'info devait passer. Peu importe la manière, pourvu qu'elle soit entendue. Quelques mots suffisaient pour rassembler les troupes au Grand Théâtre et soigner les rescapés au Café des Arts.

## Il y a 40 ans, naissait... Imprimatur

Mai 68, ce n'est pas seulement un mois de grève, de contestations sociales et de revendications politiques, c'est aussi et surtout la naissance d'**Imprimatur Magazine**.

Ce premier numéro sort en plein mois de mai. Il est logiquement consacré aux événements de l'époque. Dès le départ, il a la volonté d'exprimer une colère : « Vous avez entre les mains cinquante pages de révolte. Nous sommes là, prêts à rugir, au fond de nous, l'envie de mordre la concierge, de taper le flic, d'étrangler le patron ou de bousiller les bagnoles ». Mai 68 est analysé sous tous les angles. Philosophie, vie urbaine, prisons, magie... Un thème au titre évocateur, « *Les marginaux à la recherche de la liberté* », retient particulièrement l'attention. Une photographie en gros plan d'un homme en train de se droguer donne le ton. L'auteur du papier tente de comprendre les hippies et autres junkies, acteurs de ce mouvement de protestation. À travers ces 52 pages, *Imprimatur Magazine* numéro 1 dresse le tableau d'une société qui se rêve « **alternative** ».

Autre format, autre positionnement. Dans l'*Imprimatur* hebdomadaire publié en supplément du magazine, les mêmes élèves se questionnent : « **Qui de l'étudiant ou du journaliste doit finalement l'emporter ?** » Une interrogation pour le moins légitime. Normalement, ce « journal-école » de quatre pages doit être un moyen de mettre en pratique leurs acquis. Mais pourquoi ne pas l'utiliser comme **porte-voix** au vu des événements ? L'édition appuie sur cette nécessité « **objectivité et prise de recul** » du professionnel... Mais, plus loin, les futurs journalistes soulignent : « **Il serait absurde et malhonnête de nous cantonner dans les exercices de style alors que l'actualité nous concerne directement** ». Alors, pour résoudre ce dilemme, ils ont tranché. Leurs pages sont « **ouvertes à toutes les opinions** » même s'ils ne se définissent pas en tant que « **porte-parole passifs** ». Les apprentis journalistes ne craignent aucune censure venant de leurs professeurs. Ils choisissent de participer et deviennent « **acteurs et témoins** ».

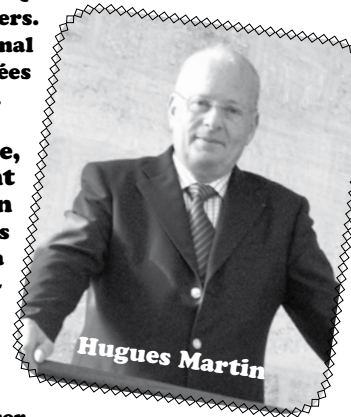


Affiche étudiante de Mai 68 à Bordeaux. Origine : Archives municipales de Bordeaux (Cote LIV-F6M45)

L'un était maoïste, l'autre gaulliste et la troisième, communiste. La « révolution » des étudiants a laissé une trace indélébile dans leurs parcours.

## QUEL FUT VOTRE DEGRÉ D'IMPLICATION DANS LE MAI 68 BORDELAIS ?

Jean-Paul Abribat (Maoïste, prof de socio en 68. Psychanalyste en 2008) : J'ai milité pour la liberté des mœurs dès 1966. J'ai modifié mes méthodes pédagogiques. Je m'inspirais beaucoup de la notion de non-directivité telle que Carl R. Rogers l'a théorisée. J'ai essayé de responsabiliser mes étudiants. Du coup, ils ont rebaptisé leur bâtiment Carl Rogers. Mes méthodes étaient très mal vues par ma hiérarchie, jugées trop subversives à l'époque.



Hugues Martin (Gaulliste, assureur en 68, adjoint au maire de Bordeaux en 2008) : Je n'étais pas très concerné. Je démarrerais ma vie professionnelle à Bordeaux. Mais j'étais complètement défavorable aux manifestations. Je suis né gaulliste et je mourrai gaulliste ! J'avais du mal à digérer le slogan « il est interdit d'interdire ». Je suis de ceux qui continuent à penser que, dans une société, il y a des règles du jeu à respecter. Cette permissivité totale dans les mœurs et dans l'éducation, que revendiquaient les étudiants, j'étais sûr que cela allait mal finir.

Claude Mellier (Communiste, secrétaire en 68. Elue communiste à Mérignac en 2008) : Dès novembre 1967, je me suis engagée dans le cadre du mouvement des Jeunes Communistes, dans la lutte pour l'obtention du droit de vote à 18 ans, la contraception pour les filles... On se battait contre le poids des interdits. Il fallait toujours demander des autorisations aux parents. Qu'une femme s'impose dans une lutte politique n'était pas encore passé dans les mœurs. Pour les filles, c'était atroce !



## QUEL EST VOTRE ANECDOTE LA PLUS MARQUANTE ?

J-PA : Quand on a réussi à s'engouffrer dans le Grand

Théâtre de Bordeaux malgré l'encerclement des CRS. Je suis intervenu personnellement dans les négociations avec le commissaire Barblade, sur la scène du théâtre. J'étais pour le dialogue. Ce qui n'a pas plu aux anarchistes. Mon bureau, à la faculté, cours Pasteur a été saccagé.

HM : Un jour, on dînait à la maison avec des amis. L'un d'entre eux lance : « Si on allait voir ? » En arrivant Place de la Victoire, c'était à feu et à sang. Mon copain s'est rapproché des manifestants, moi je suis resté derrière les CRS... À cause de nos divergences politiques, c'est tout juste si on ne s'est pas foutu des pavés sur la gueule.

CM : Le premier mai, on dansait dans les locaux ouverts de la Bourse du travail et sur le cours Aristide Briand. C'était

# Un pavé dans leur vie

la fête. Le 18 mai, le soleil était au rendez-vous et les bonnes sœurs salariées de l'Hôpital Saint-André étaient dehors, elles aussi. J'ai discuté avec elles sans a priori. Les barrières sociales avaient sauté.

## VOTRE EXPÉRIENCE A T-ELLE ÉTÉ À LA HAUTEUR DU MYTHE ?

J-PA : Ce fut un grand laboratoire de démocratie. On a réussi à mettre en place des commissions paritaires. Les étudiants, les professeurs et les personnels des facs étaient représentés dans des assemblées tripartites. On a constitué des collectifs de formation et de production. Je voulais une vraie transformation de la société, aller vers une démocratie plus égalitaire... En 2008, on repart de zéro. Tout reste à créer.



HM : C'est une révolution culturelle à laquelle je n'arrive pas à m'habituer. Il y a eu trop d'excès, trop de récupération par les partis politiques. Les jeunes ne voulaient plus d'autorité. C'était idéaliste ! Quand je me prenais un coup de règle sur les doigts par mon instituteur, mes parents n'allaient pas déposer plainte pour autant !

CM : Ce fut un moment de rencontre. On était toujours ensemble, salariés, étudiants, professeurs. On s'est retrouvé sur une même idée : changer la société, globalement. Quoique les mauvaises langues disent, les partis d'extrême-gauche n'ont rien récupéré du tout. La révolte sociale était déjà en ébullition depuis 1967. La révolte étudiante lui a redonné un souffle nouveau.

## MAI 68, UN TOURNANT ?

J-PA : Cela m'a donné l'envie de promouvoir la démocratie participative et l'union de toutes les composantes de la gauche. Je veux qu'on tienne compte de sa diversité et de ses contradictions. J'en suis l'exemple par excellence. En 1956, j'ai milité auprès de Pierre Mendès France. Pendant 20 ans, j'ai été de tendance maoïste. En 1977, j'ai adhéré au parti communiste français. Pour finir, en 2007, je me suis engagé dans le projet « Désir d'avenir » de Ségolène Royal... J'ai parié sur elle, j'ai perdu.

HM : De témoin, je suis devenu acteur. Je n'ai pas supporté les propos anti-républicains et anarchistes véhiculés. Je me suis inscrit, à l'UDR, l'Union pour la Défense de la République et je suis devenu le délégué régional des Jeunesses Gaullistes. Cette aventure m'a permis de travailler avec Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux. C'est cela aussi être enfant de mai 68.

CM : Le mouvement des Jeunesses Communistes m'a proposé d'aller vivre un an à Moscou. J'ai accepté, alors que la plupart des filles de 21 ans auraient gardé leur emploi bien sagement. Puis, je suis devenue une des responsables du Parti Communiste en Gironde. Je viens d'être élue à la Cub. Le combat politique donne tout son sens à ma vie.

PHOTOS ET PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTELLE JUTEAU



## « Mon père, ce jeune libertaire devenu préfet »

Michèle Delaunay revient sur « son Mai » et évoque la figure de son père, préfet de la Gironde au moment des événements.

Le jeudi 23 mai 1968, les étudiants occupent le Grand Théâtre. Le lendemain place Pey Berland éclatent les plus grands affrontements entre les jeunes et les forces de l'ordre. Bilan des heurts : une centaine de blessés. Michèle Delaunay avait 21 ans. A l'époque, son père, Gabriel, était préfet de la Gironde. Dans ces soirées exaltées de mai, il s'agit pour lui d'éviter de graves violences policières. Il n'a que cette obsession en tête car un souvenir ne le quitte pas : celui des grandes grèves Michelin de 1947 dans le Puy de Dôme où il était en poste. A l'époque, il avait refusé l'ordre de Jules Moch, le ministre de l'Intérieur, de faire donner la troupe contre les ouvriers. Alors, du haut de son mètre soixante-dix, avec sa silhouette si menue, il entre seul dans le Grand Théâtre. Ce qui le préoccupe, c'est moins qu'on s'en prenne à sa personne qu'au symbole qu'il représente, celui du représentant de l'Etat. Et puis, bien sûr, la peur d'être malmené, de ressortir humilié, souillé par des projectiles, ne contribue pas à le détendre. « Si vous rentrez chez vous, il n'y aura pas de poursuites », s'exclame-t-il. Et ça marche. Chose

dite, chose faite. Au terme des négociations, les étudiants quittent les lieux.

Pour Gabriel, la révolte étudiante à Bordeaux ne pèse pas lourd en regard de ce qu'il a connu lors des « grandes grèves » qu'il a fallu canaliser vingt ans plus tôt. Issu d'un milieu modeste, le préfet Delaunay comprend le besoin de changement, la colère de la jeunesse qui secoue le régime en cette fin des années soixante. Ancien instituteur passé dans la Résistance sous le nom de Merlin, il est désormais ce haut fonctionnaire, garant de l'ordre social. Ami de Chaban-Delmas, gaulliste et socialiste à la fois, il est le produit d'une époque. Le Résistance a uni ces acteurs aux sensibilités politiques différentes. Parmi eux, nombreux sont ceux qui admirent De Gaulle. Alors que, dans la rue, le général fait l'objet des moqueries étudiantes, le préfet conserve un grand respect pour le chef de l'Etat. On discute beaucoup politique dans la famille Delaunay. Entre le père socialiste et la mère « va-t-en-guerre », très à droite, les débats sont passionnés. Néanmoins, si la parole est libre, certains sujets restent tabous. La libération sexuelle, les « mœurs », le préfet reste loin de tout ça. « On était une famille de l'ancien temps, avec une éducation traditionnelle ».

En ces semaines houleuses, Michèle habite encore chez ses parents, à l'hôtel de la préfecture. Un symbole de l'autorité que les étudiants ne manquent pas de chahuter. Etre assiégé chez soi n'est pas si traumatisant qu'on pourrait le croire aujourd'hui. « On passait par la porte de derrière, rue de Ruat, où personne ne nous attendait ». Même si les rues étaient bloquées par les barricades, l'agitation était surtout concentrée dans les facs du centre-ville. Michèle ne passe évidemment pas sa vie sur les barricades. L'étudiante studieuse s'impose une certaine réserve. « Je ne me serais pas donnée en spectacle, je ne voulais pas embêter mes parents, mais ça ne m'a pas empêchée de prendre la parole dans les amphis de la fac de médecine ». Le nez dans les bouquins, elle prépare son internat ; un oeil sur ses révisions, l'autre sur le remue-ménage extérieur.

Avec le recul, pour Michèle, Mai 68 représente la remise en cause des structures enseignantes, des hiérarchies inutiles, des patrons. « Mon père et moi étions proches des revendications sociales ». Sur ces aspects, le préfet n'était pas totalement opposé aux idéaux de Mai. De là à soutenir le mouvement, il ne faut rien exagérer. Il se devait de tenir son rôle de haut fonctionnaire. Un personnage public que l'on devine partagé entre son refus d'user de la force publique et sa tolérance pour le tumulte de la rue. Gabriel Delaunay a joué son rôle sans écart ni fausse note. Il ne pouvait pas remettre en cause toutes les hiérarchies. L'aurait-il voulu ? Aux yeux de la fille, le père est une figure courageuse et singulière, « un jeune homme libertaire devenu préfet ».

RAPHAËL BURGOS ET CAMILLE LEM

## Myriam Borg, maman joueuse

L'arrière de l'équipe de France de handball Myriam Borg arrêtera la compétition après les Jeux Olympiques de Pékin pour pouvoir se consacrer pleinement à son club de Mios. Et à son rôle de maman.

Lylou et Enola sont deux petites filles très partageuses. Depuis qu'elles ont poussé leur premier cri, il y a un peu moins de trois ans, elles ne profitent pas aussi souvent de leur maman que les autres enfants de leur âge. Et pour cause, leur mère n'est autre que Myriam Borg, une des meilleures handballeuses hexagonales, capitaine de l'US Mios Biganos (D1). Cadre de l'équipe de France avec 165 sélections, Myriam Borg a troqué son maillot bleu pour les layettes.

### « UN RISQUE CALCULÉ »

Nous sommes en septembre 2004, les Bleues, championnes du monde en titre, échouent au pied du podium des JO d'Athènes (quatrièmes). « J'avais 26 ans, je voulais un bébé, c'était prévu », se souvient-elle. Ce qui l'était moins, c'est la précocité de cet heureux événement qui a quelque peu bouleversé les plans de l'arrière gauche et l'a obligée à prendre des risques pour concilier sa passion et son envie de pouponner. « J'ai joué jusqu'à trois mois de grossesse. C'était un risque calculé. Si les médecins m'avaient interdit de jouer, je les aurais écoutés ». Obstinée, Myriam Borg conduit ses coéquipières à la victoire contre Mérignac en décembre 2004. « Quand je fais quelque chose, je le fais jusqu'au bout. On avait prévu, avec mon coach, que je jouerais jusqu'au derby ». Pour minimiser les risques d'accident, Myriam a préféré cacher son état à ses coéquipières, seul son entraîneur était dans la confidence. « Le dire aurait été le moyen le plus sûr pour qu'un accident arrive ».



Myriam Borg et son éternel sourire. Photo J. L.

Après neuf mois de grossesse difficile – « J'ai été malade tout le long, c'était éprouvant » glisse-t-elle – les jumelles Lylou et Enola voient le jour en mai 2005. En compétitrice aguerrie, Myriam reprend le chemin de l'entraînement sans jamais avoir coupé le cordon avec son club. Son retour se fait le plus naturellement du monde, trois mois seulement après son accouchement. Et ce, malgré les 28 kilos qu'elle a pris. « J'avais dans l'idée de reprendre normalement en début de saison. C'était tout l'un ou tout l'autre : ou je revenais très vite, ou je ne revenais pas du tout ». Ce retour a même été plus rapide que prévu. Dès le mois d'août, Myriam participe à la préparation de début de saison avec ses coéquipières.

### RETOUR AU TOP

Trois mois seulement après la reprise de l'arrière, le sélectionneur de l'équipe de France, Olivier Krumbholz, la convoque pour les Mondiaux de décembre 2005. Mais en Russie, l'aventure tourne à la bérézina avec une peu flatteuse douzième place. A l'image de ses partenaires, « Mimi » n'y est pas. « J'avais prévenu le coach que j'étais loin d'être au top physiquement et, dans ces cas-là, le doute s'installe, on cogite ». À écouter l'arrière, pas de lien direct entre cet échec et la première séparation d'avec ses filles. « Elles étaient petites et n'avaient pas trop la notion du temps. Je me suis presque sentie comme une célibataire sans enfant ». Pas de babyblues non plus, mais une nouvelle maturité sur laquelle

Olivier Krumbholz a pris l'habitude de s'appuyer : « Avoir des mamans en équipe de France, ce n'est pas du tout handicapant. Au contraire, si elles reviennent après leur grossesse, elles ont davantage de maturité. » De la maturité, la jeune maman en a fait preuve à son retour de Russie, en assurant sa reconversion professionnelle. « Je me suis arrêtée de février 2006 à janvier 2007 pour me consacrer pleinement à mon boulot et être titularisée. Si je n'avais pas eu mes filles, je ne l'aurais pas fait. J'avais besoin de me stabiliser. » Très entourée, Myriam reprend la compétition sereinement. Celle qui n'a jamais quitté la Gironde sait qu'elle peut compter sur ses parents et son mari pour prendre le relais quand elle s'absente. Des séparations de plus en plus difficiles à gérer : « C'est rapidement devenu plus délicat. Les filles ont grandi. Elles pleuraient au téléphone, c'étaient de mauvais moments à passer. Maintenant, elles comprennent. On leur a beaucoup parlé, je leur fais partager ma passion. Je les ai contaminées. »

### JAMAIS DEUX SANS TROIS

Finalement, les jumelles sont devenues les plus grandes supportrices de leur maman. Avec leur papa, handballeur lui aussi (Lormont, N2), elles ont suivi avec attention le parcours de leur mère qui, avec les Bleues, s'est qualifiée pour les Jeux Olympiques de Pékin. « Ce sera ma dernière campagne en équipe de France, glisse Myriam. Il sera temps, ensuite, de laisser la place aux plus jeunes ». Et, pour elle, d'agrandir sa famille. « Un bébé est prévu au retour des Jeux ».

CLAUDIA CARATORI  
ET JONATHAN LANGE

>>> MYRIAM BORG EVOQUE  
LES JEUX OLYMPIQUES EN VIDEO  
SUR WWW.IMPRIATUR.FR



# « Il faut dialoguer avec les talibans »

**Chroniqueur géopolitique sur France-Inter, Bernard Guetta évoque chaque matin les grands enjeux internationaux. Il livre pour Imprimatur son point de vue sur la nouvelle politique étrangère de la France. Des propos qui tranchent avec ses éditos matinaux, quand il s'interroge sur le bien-fondé d'un renfort de troupes en Afghanistan.**

l'on veut bâtir une défense commune, on réfléchit sur ce que sont les forces, les menaces, les fronts, donc les besoins militaires. Et on développe *ipso facto* une **politique étrangère commune**. En tous cas, on en jette les prémices. On développe une industrie d'armement commune, avec des retombées dans le domaine économique et, surtout, dans le domaine de la recherche. Tout cela est fondamental. Souvenons-nous qu'Internet est un fruit inattendu de la recherche militaire. On prendrait le temps de travailler ensemble et de réfléchir ensemble dans des domaines éminemment politiques et plus seulement économiques. Tout cela serait excellent.

**A l'horizon 2009, la France va probablement réintégrer l'OTAN, qu'elle avait quitté en 1966. Comment réagissez-vous à cette réorientation politique majeure ?**

Avec tristesse. Parce que j'appartiens à cette génération, à ce milieu politique qui a été très fier de la posture gaulliste. J'étais, jusqu'à jeudi dernier, assez fier d'être Français, précisément parce que notre pays n'avait pas une position banale dans l'arène internationale. Non seulement elle était originale, mais elle me semblait intelligente. Alors, je ne peux pas vous dire que je saute de joie à l'idée que la France rejoigne le commandement intégré de l'OTAN. Mais, d'un autre côté, les dés sont jetés, ce sera fait d'ici un an, sauf événement improbable. Que faut-il faire en pareil cas ? La France a posé une condition fondamentale, c'est la contrepartie qu'a demandée Nicolas Sarkozy. Le président souhaite que l'affirmation d'une défense européenne ne soit pas un cache-sexe mais devienne une réalité. Si c'était le cas, alors, peut-être que le deal vaudrait le coup.

**Quels changements cela produirait-il ?**

Si l'Union européenne se dotait d'une défense commune réelle, on entrerait dans cette dynamique à laquelle je tiens beaucoup : l'affirmation d'une Europe politique. Dès lors que

**Une force européenne pourrait-elle coexister aux côtés de l'OTAN ?**

Oui, si l'Alliance atlantique devenait ce qu'elle n'est absolument pas aujourd'hui : **une alliance entre deux égaux**, les États-Unis et l'Union européenne. Deux égaux, c'est-à-dire deux ensembles pesant d'un même poids et décidant ensemble. L'Alliance atlantique, aujourd'hui, ce n'est pas du tout ça. Ce sont des nations européennes qui, pour la plupart, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la France, n'investissent pas dans leur défense. Je crois que c'est un tort, même si je ne suis pas particulièrement belliciste. Le reste de l'Union, pour sa sécurité, s'est placé sous le parapluie américain. Or, il faut savoir que la défense de l'Europe n'est plus une priorité absolue pour les États-Unis avec la disparition de l'Union soviétique. L'UE doit penser à sa propre sécurité, parce que si elle n'y pense pas, elle deviendra une grande Helvétie. J'attends de l'Europe qu'elle soit un acteur de la scène internationale.



**Les États-Unis pourraient-ils accepter l'émergence d'un nouveau pôle militaire ?**

Les Américains ont toujours été favorables à ce que les pays européens augmentent leur budget militaire, c'est-à-dire soulagent le leur. Cependant, ils n'ont jamais été favorables, bien au contraire, à l'affirmation d'une défense européenne. Ils savent parfaitement que l'Europe est en train de devenir un acteur incontournable. Mais il faut bien voir qu'aujourd'hui, **les États-Unis sont en plein désarroi diplomatique**. Au-delà du malaise qu'a fait naître l'aventure irakienne, ils se rendent compte qu'ils ne peuvent pas gouverner le monde. Celui du 21<sup>e</sup> siècle sera constitué

de plusieurs centres : il y aura l'Amérique bien sûr, mais il y aura aussi la Chine, la Russie, l'UE, et même l'Amérique latine... Dans cette configuration, les États-Unis pourraient considérer que, pour eux, la meilleure solution serait une véritable alliance avec l'Europe. Mais il faut que cette alliance soit fondée sur une relation d'égalité. Autrement, elle ne sera pas durable.

**A Londres, Nicolas Sarkozy a annoncé l'envoi de renforts en Afghanistan, 700 hommes environ. Cette décision vous**

**pose-t-elle problème ?**

Qu'il l'ait annoncé de Londres est parfaitement scandaleux. Au-delà de cet impair, on ne pourrait pas envisager d'un cœur léger que les talibans reviennent au pouvoir à Kaboul et offrent à nouveau, dans la foulée, une base territoriale à Al-Qaïda. Vraiment, ce serait une pure folie. Donc, la volonté d'empêcher cela me semble absolument fondée, indiscutable. Ce qui me paraît en revanche extrêmement discutable, c'est que les Français mettent ces renforts au service des Américains. Leur stratégie a tellement échoué depuis la chute du régime taliban qu'on assiste aujourd'hui à une résurgence très forte de ces mêmes talibans en Afghanistan. La bonne politique aurait été d'envoyer des renforts, mais à la condition de changer de stratégie. Au point où on en est, c'est une chose très simple : reconnaître que les talibans sont devenus incontournables et dialoguer avec eux. Il faudrait les séparer d'Al-Qaïda et pour arriver à cela, c'est extrêmement désagréable, mais il faudrait sans doute leur faire miroiter **une participation à un gouvernement d'union nationale**.

**PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRAUD BOSMAN-DELZONS ET FRANÇOIS GOULIN**

**>>> LA SUITE DE L'INTERVIEW SUR WWW.IMPRIMATUR.FR**

**Une épicerie solidaire aux Capus**

PAGE 12

**Les pharmacies en question**

PAGE 13

**Les Girondins côté handball**

PAGE 15

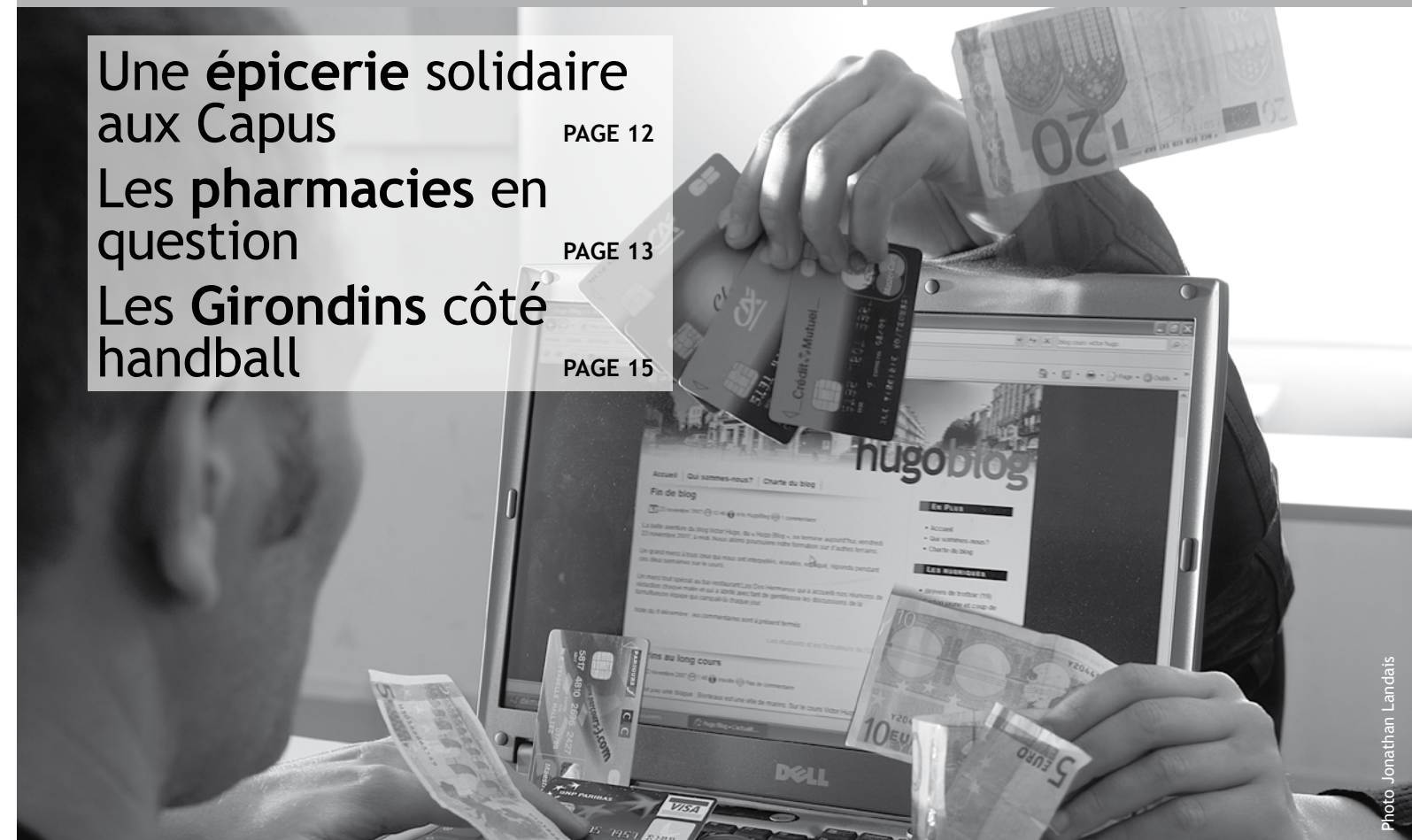


Photo Jonathan Landais

## Faire son beurre avec son blog

**Peut-on avoir le blog et l'argent du blog ? Liens sponsorisés, contenus publi-rédactionnels, tout est bon pour animer la blogosphère... et remplir son porte-monnaie.**

Fin janvier, une quinzaine de blogueurs se réunit dans un restaurant de la place du Parlement à Bordeaux. On y discute littérature, bons vins mais aussi argent. Parmi les convives, beaucoup ont décidé de rentabiliser leur activité favorite. Entre autres, Anne du site culinaire "Papille et pupille", Claire Decroix alias "Miss Tics" ou encore Philippe Simon de "Vininews" ont franchi le pas. Blog d'informations sur le vin, "Vininews" fait figure d'exemple. Cet espace a ouvert il y a sept ans. Il est devenu une vitrine de la filière viticole régionale, prompt à générer des sources de revenus. « Sur le site, on a trois annonces Google, en plus de la pub à l'entrée et à la fin de chaque vidéo. »

L'orientation du site illustre la tendance générale : faire appel au moteur de recherche pour se positionner. Depuis 2005, Google a fidélisté un nombre incalculable de pages. Son outil, nommé AdSense, est une fenêtre d'annonces qui vient se loger dans l'encablure de l'écran. Pour gagner de l'argent, il suffit qu'un visiteur clique dessus. Réputée, sécurisée, généreuse, la firme américaine fait l'unanimité ; notamment grâce à une inscription simple et ouverte à tous. Guillaume, jeune développeur du site « Délice amer », raconte : « Le premier jour de mon inscription, j'ai reçu dix euros. J'ai eu comme des rêves de grandeur. Aujourd'hui, grâce aux 400 visites du site par jour, les gains varient autour de 50 euros par mois. Ça fait de l'argent de poche. » Difficile d'espérer plus avec cet outil. D'où la nécessité de varier les sources de revenus. Philippe Simon confirme : « Pour tirer des revenus conséquents

de ce type d'activité, il faut vendre un savoir-faire et proposer des produits dérivés. »

Les articles sponsorisés sont la meilleure solution. Plusieurs régies publicitaires se sont spécialisées dans ce secteur. Adrider a répan- du ses publi-rédactionnels dans plus de 300 blogs et offre jusqu'à 800 euros pour les blogs les plus visités. Dans le même registre, Blogbang fournit des vidéos destinées à rémunérer le blogueur à mesure que la fenêtre est cliquée. Il est aussi possible de vendre simplement des liens sur sa page. A une condition *sine qua non* : s'assurer un bon classement dans l'ordre des recherches sur Google. Dans tous les cas, il faut être patient, les versements peuvent demander 90 jours pour atterrir sur votre compte.

Pour monter sa petite entreprise, il faut donc s'armer de persévérance, accepter un revenu aléatoire et prier pour toucher le jackpot. De l'avis de Philippe Simon, c'est « impossible de vivre de son blog ». Du moins en France où les blogueurs professionnels se font rares. Si la machine à sous est très sélective dans l'Hexagone, ce nouveau modèle économique fait florès outre-Atlantique – il est certain qu'un blog en anglais tient à sa portée plus de visiteurs potentiels. Dès lors qu'un blog gagne en influence, des fonds d'investissement n'hésitent pas à casser la tirelire. Sugar Inc. et le Huffington Post ont par exemple investi dans la blogosphère pas moins de sept millions d'euros l'an passé. De quoi laisser le blogueur-bailleur rêveur.

**JONATHAN LANDAIS ET ANTOINE MAIRÉ**



# Prix solidaires à l'Épicerie

**L'Épicerie vient d'ouvrir il y a juste un mois. Une centaine d'adhérents a déjà rejoint le commerce solidaire.**

Il est 15 h 30. Derrière les Capucins, à côté du restaurant universitaire, le rideau de fer de l'Épicerie se lève dans un grand vacarme. Caroline entre dans le magasin. Son bébé dort paisiblement dans la poussette. Un bref dialogue s'ouvre entre la cliente et Johanna, la caissière. Elle lui annonce la bonne nouvelle : la moitié de ses achats sont pris en charge au titre de l'aide sociale.

Et pour cause, l'Épicerie, ce n'est pas un commerce comme les autres. Les clients les plus démunis paient une cotisation annuelle de seulement un euro. Ainsi, ils ne paient que 50 % de leurs achats, les services sociaux pouvant leur accorder une aide alimentaire qui couvre les 50 % restant. Les autres clients paient le prix affiché en rayon et doivent s'acquitter d'une contribution de cinq euros. Ici, la mixité sociale est réelle. « À ma connaissance, c'est une première en France », assure Murielle Dodin, chef de projet et responsable de la structure.

L'endroit a été fraîchement redécoré : murs peints en rouge et en orange, coin spécialement aménagé pour lire la presse et prendre un café. Seuls quelques carreaux de faïence blanche viennent trahir le passé de cette ancienne boucherie. Sur les étagères, en revanche, rien ne permet de faire la différence avec le marché U situé à quelques mètres du local : produits d'alimentation, rayon bébés, rayon frais, paniers de légumes... « Nos prix sont comparables à ceux des grandes surfaces. Les produits d'hygiène et d'entretien sont peut-être un peu moins chers », confirme Murielle. En effet, l'approvisionnement de l'Épicerie passe par le circuit classique (grossistes locaux) et par le circuit « solidaire » : banque alimentaire, centrale d'achat Eurêka pour les produits d'hygiène et jardin botanique de la ville de Bordeaux pour les légumes.

## VERS L'AUTOFINANCEMENT

Le budget de cette année est de 177 000 €, financés à 70 % par le fruit de l'activité (les revenus des adhésions sont symboliques). Les 30 % restant sont issus de subventions de la mairie de Bordeaux, de la CAF et du Conseil général de la Gironde qui verse une avance de trésorerie en complément de la réduction accordée aux

clients dans le besoin. Par ailleurs, des fondations privées donnent de l'argent, comme l'association « Les Amis de la jeunesse ». Elle permet à l'Épicerie d'occuper des locaux à moindres frais.

L'équipe est constituée d'une quinzaine de bénévoles et de deux employés en contrats aidés. Murielle Dodin explique : « ces contrats sont financés en grande partie par l'Etat ». Et de confier : « cela nous a bien aidés dans les débuts qui ont été particulièrement difficiles. Une centrale d'achats nous a plantés au dernier moment. Et nous avons mis six mois avant d'obtenir l'accord de la direction de l'urbanisme pour commencer les travaux pour les locaux ». Six mois perdus pour l'équilibre des finances du magasin. Six mois probablement très longs pour la centaine d'adhérents qui a rejoint l'association ces dernières semaines.

**GWLDYD LESCOUZÈRES ET JEAN-CHRISTOPHE WASNER**



L'Épicerie, rue Jules Guesde à Bordeaux . Photo : J.-C. W.

# Les bons paniers de Lisa

**Des fruits et légumes frais, livrés en centre-ville par un producteur bordelais... Voilà ce que propose l'association « Les paniers de Lisa ». Un concept en plein boom à Bordeaux, où consommateurs et producteurs trouvent leur compte.**

Jeudi dernier, 18h30, au marché Victor Hugo. Comme chaque semaine à cette heure, ils sont une vingtaine, plutôt des femmes, à venir remplir leur cabas. Au programme cette fois-ci, salades, carottes, choux rouges, radis noirs et kiwis. Le jeudi, c'est jour de distribution. Tous ont choisi, en adhérant à cette AMAP, de soutenir un producteur local, sur la base d'un contrat de confiance. AMAP, comme Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne. Le principe est simple : pendant un an, l'adhérent paie chaque mois au producteur la somme de 48 euros. En retour, le voilà assuré de trouver chaque jeudi son « panier » de fruits et légumes. Des produits de saison, non traités, tout droit venus de la terre bordelaise. Sans intermédiaires. Loin des aberrations écologiques si fréquentes sur les étals des supermarchés. Non contents d'avoir du goût, les produits peuvent se vanter d'être à bas prix.

Il suffit de traverser la rue pour s'en convaincre : un même panier vaudrait près de 17 € dans un supermarché du cours Victor Hugo. Contre 12 pour les Paniers de Lisa.

Le producteur officiel, c'est Philippe Laville. Il amène directement les produits depuis Bruges. Et rencontre ainsi à chaque distribution ses clients, répond à leurs questions. Pas de secrets, on sait ce qu'on trouvera dans son assiette. Pour le maraîcher, le concept de l'AMAP est une véritable aubaine. Contrairement aux circuits de vente habituels, l'association lui permet d'être payé en début de mois. Avant même que les légumes soient sortis de terre. De quoi anticiper la production. Le calcul lui donne le sourire : 21 adhérents aux Paniers de Lisa, ça fait 1 000 euros en poche chaque début de mois. Cette manne lui a permis d'embaucher un nouvel employé.

Depuis le début de l'année, nombre de jeunes couples et de familles installés à Bordeaux font le choix de cet approvisionnement raisonné. Et réfléchissent à deux fois avant de placer des produits frais dans leurs caddies de supermarché.

**FLORENT PECCHIO**

# « Leclerc veut faire du médicament une marchandise banale »

**Entre la polémique initiée par Leclerc et la nouvelle loi qui les autorise à vendre en libre service certains médicaments, les pharmacies sont en pleine ébullition. Pierre Bèguerie, président de l'Ordre des pharmaciens d'Aquitaine fait le point.**

**PROPOS RECUEILLIS PAR TIPHAIN LE ROY, WILLY LE DEVIN ET ELODIE MORISSET**

## Que répondez-vous aux critiques sur la hausse du prix des médicaments déremboursés ?

Les produits de médication familiale n'ont augmenté que de 1 % en 2007. Afin de limiter la hausse des prix, le pharmacien fait souvent le choix de favoriser un produit sur d'autres médicaments aux effets similaires. Ainsi, on peut le commander en gros volume directement au laboratoire, qui accorde des remises répercutées sur le prix de vente. Exemple, j'ai favorisé la Diosmine, un veinotonique, je le vendais 8,75 € quand il était remboursé. Depuis qu'il n'est plus remboursé, je le vends autour de trois euros car j'ai réduit le stock des produits concurrents et augmenté mes commandes sur celui-ci. Il faut savoir que pour les produits remboursés, le prix est fixé par l'Etat et la TVA n'est que de 2,1 %. Alors que pour les médicaments déremboursés, la TVA est de 5,5 %, et le pharmacien est libre d'appliquer le prix qu'il souhaite.

## Comprenez vous l'inquiétude de certains pharmaciens au sujet de la loi qui autorisera prochainement la vente de médicaments en libre service ?

« Libre service » est un mauvais terme. Les 200 produits listés par l'AFSSAPS (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) seront mis à disposition directe des clients, mais avec un accompagnement de la part du pharmacien. Pour des raisons de lisibilité, ils devront être placés à un endroit bien spécifique de l'officine et proche du comptoir. Les emballages seront scellés afin d'éviter qu'un enfant puisse ouvrir une boîte et dérober une plaquette. Certains confrères ont sans doute mal compris la démarche du gouvernement. Il ne s'agit pas d'une banalisation des médicaments. Au contraire, c'est un moyen de renforcer le dialogue entre les clients et les pharmaciens au sujet des médicaments dits d'automédication.



Photo DR



Photo Y. S. S.

## Certains craignent que les clients fassent un mauvais usage de ces médicaments...

D'abord, le conditionnement des produits tient compte de leur dangerosité. Le Doliprane est vendu par boîte de 8 cachets de 1 gramme car au delà de 8 grammes, il peut être mortel. De toute façon, que les médicaments soient devant ou derrière le comptoir, le pharmacien doit toujours garder son rôle de conseil. C'est une question d'éthique professionnelle. Sur ce point précis, un dossier pharmaceutique est à l'étude. Il permettra de faire entrer sur la carte Vitale, les données concernant la consommation de médicament des assurés. Il sera contrôlé par la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés). Ce dossier est à l'étude depuis l'an dernier dans six départements. Le débat sur la mauvaise utilisation des produits a augmenté à cause de la polémique créée par Michel-Edouard Leclerc.

## Leclerc souhaite vendre à moindre prix des produits d'automédication dans ses parapharmacies. Qu'en pensez-vous ?

Leclerc veut faire du médicament une marchandise banale. Roselyne Bachelot semble très claire là-dessus : il n'en est pas question. En France, nous disposons d'un grand réseau d'officines ouvertes jour et nuit grâce au système de garde. Cela suffit à rendre ces médicaments déremboursés accessibles à tous. Quand Leclerc reprend à son compte la question de l'accessibilité, c'est de la publicité mensongère car ses supermarchés ne sont pas présents dans les villages et les petites communes, contrairement aux pharmacies. D'autant que l'argument de Leclerc sur la baisse du prix des médicaments est très critiquable : l'expérience italienne prouve que, si les prix ont baissé de 25 % pendant les trois premiers mois après l'application de cette mesure, ils ont beaucoup augmenté par la suite dans les grandes surfaces. Quand les supermarchés ont obtenu le quasi monopole sur les officines, leur marge de manœuvre a été suffisamment importante pour fixer les prix à la hausse.



# Jean-François Cleedel : lui, il aime l'UIMM

À l'UIMM, le syndicat des patrons de la métallurgie, on a perdu la trace des 18 944 691 euros retirés en liquide. Quelle a été leur destination ? Apparemment, pas Bordeaux. Selon Jean-François Cleedel, président de l'UIMM Gironde-Landes, « il y a un monde entre la province et Paris ». Pour redorer le blason des métallurgistes, jeudi 17 avril, les nouveaux statuts de l'UIMM seront votés. Ils sont censés apporter plus de transparence dans les comptes et donner plus de poids aux chambres territoriales. Une mesure que Jean-François Cleedel appuie. On l'écoute :

« Avec la nouvelle réforme, l'UIMM va être le syndicat le plus moderne de France. Les autres vont devoir courir pour acquérir une telle transparence ! On ne pourra plus cumuler la fonction de délégué

général et de président, comme c'était le cas pour Denis Gautier-Sauvagnac et nous allons instaurer un comité des rémunérations. Ce comité comptera entre trois et cinq membres pour statuer sur la rémunération des cadres de la fédération. Bien sûr, les rémunérations, ça doit rester un sujet discret, les discussions se tiendront au sein du bureau (ndlr : le bureau est l'instance de décision suprême, réunion des grands pontes). L'affaire des retraits en espèce a porté préjudice à l'image de la maison. Mais il faut savoir que c'était une pratique d'un autre temps. Bien sûr, il fallait remettre les choses à plat. Avant, on était habitué à avoir du liquide, il y avait des valises entières d'argent qui circulaient. Regardez comment se finançaient les partis politiques. Quand vous avez une valise de billets, c'est plus facile d'en prendre un petit peu et d'en donner à n'importe qui. Quant aux syndicats

de salariés, c'est pareil. Ils vivent de moins d'un quart des cotisations de leurs adhérents. Il faut bien trouver l'argent quelque part. D'ailleurs, ils sont restés très discrets sur l'affaire... Finalement, ce sont les sommes en jeu qui heurtent la morale. Les indemnités de départ des cadres les plus puissants de l'UIMM semblent colossales, mais elles sont prévues dans leurs contrats et ils y ont droit. Quant à la soi-disant caisse noire, elle est légale. Il s'agit d'une caisse d'entraide et de solidarité, prévue par la loi Waldeck-Rousseau relative à la création des syndicats. Elle sert à indemniser les entreprises en cas de conflit social. C'est vrai qu'elle possède un fond phénoménal. Mais si on se détache un peu et qu'on relativise, 600 millions, c'est 10 euros par Français ». (Ndlr : tous les Français n'ont pas adhéré à l'UIMM).

CAMILLE LEM ET JESSICA THOMAS

## Ford Blanquefort : une stratégie douteuse

Deux entrepreneurs pourraient reprendre le site giron-  
din, menacé d'arrêter sa production d'ici à 2010. Seul bé-  
mol : ces repreneurs, personne n'en connaît l'identité.



La mobilisation chez Ford n'est plus qu'un souvenir. Photo V. W.

Les négociations pour l'avenir du site redémarrent à l'usine Ford de Blanquefort. Mais les salariés doutent. Ils craignent une manipulation. Le directeur du groupe pour l'Europe, John Fleming, leur a certifié qu'il était en contact avec « deux gros repreneurs ». Sans plus de précisions. Si ce n'est celle d'arrêter les actuels mouvements sociaux qui risquent d'effrayer les éventuels investisseurs. Francis Wilsius, président du Comité d'entreprise de l'usine Ford et acteur des précédentes mobilisations syndicales, a rencontré la direction européenne. « Pour moi, il ne peut y avoir que trois raisons à son silence. Ce sont peut-être les entrepreneurs en question qui ne veulent pas être connus avant que le dossier ne soit bien avancé. Ou alors, c'est Ford Europe qui ne veut pas donner l'occasion à ces investisseurs de jouer dans la concurrence ». Mais, derrière ce silence, il peut aussi y avoir une troisième voie. Celle que redoutent les 1 850 salariés de l'usine de Blanquefort : le leurre. « A force de crier au loup, aujourd'hui, on a du mal à les croire. La direction a entrepris des négociations obscures, il est normal qu'on doute. Pour autant, je ne cherche pas à faire capoter ces pourparlers ». Les revendications au sein de l'usine se font moins entendre ces derniers temps. La stratégie fonctionne. Malgré le doute, les salariés ne prendront pas le risque de mettre en péril un potentiel rachat des bâtiments. Ils ne peuvent pas se le permettre. Peut-être oseront-ils, à l'unanimité, arborer un T-shirt pour la sauvegarde de leurs emplois le jour où « Monsieur X » se décidera à visiter le site. La fin du mois, avec la clôture des négociations, mettra un terme à leurs interrogations.

VIRGINIE WOJTKOWSKI

# Les Girondins du handball

Les Girondins handball ont beau por-  
ter un nom prestigieux, ils n'en res-  
tent pas moins soumis aux aléas de  
la recherche de sponsors.



Proman et les Girondins, un partenariat solide.  
Photo Daniel Vaquero.

On a le même maillot mais on n'a pas les mêmes moyens. Avec un budget de 400 000 €, les Girondins handball sont bien loin de rivaliser avec leurs « cousins » footballeurs et leurs 53 millions d'euros annuels. Même à leur niveau, il est indispensable pour les handballeurs d'avoir financièrement les reins solides. Les hommes dirigés par Loïc Canbérou, promus l'an passé en Deuxième Division, ont souffert de leur manque de moyens. Résultat, un retour illico presto en Nationale 1 en dépit d'un parcours honorable. « Pour viser le milieu de tableau en D2, il faut un budget de 800 000 €. L'an dernier, le nôtre était de 510 000 € », détaille Gabriel de Cazenove, en charge du sponsoring. Les dirigeants ont retenu la leçon : « Il faut s'appuyer sur un budget solide avant de monter. L'idée, c'est vraiment de s'installer et de ne pas faire l'ascenseur. Les subventions des collectivités représentent 60 % de notre budget, or on sait qu'elles ne sont pas extensibles. Il faut donc se concentrer sur les partenaires privés qui nous procurent 20 % de nos revenus. C'est un pôle que l'on veut développer ». De meilleurs joueurs, des conditions d'entraînement optimales... Tout cela passe par le développement du sponsoring.

### UN ANCRAGE LOCAL

Mais les Girondins ne sont pas les seuls dans ce cas. Dans la course aux sponsors, la concurrence est féroce et le tissu local particulièrement sollicité. Petite innovation, les Girondins viennent de conclure des par-

tenariats avec la Chambre des métiers et la fédération du bâtiment de Gironde. L'objectif, « récupérer le carnet d'adresses de ces organismes professionnels pour pouvoir se développer », explique de Cazenove. Porter le maillot des Girondins pourrait être un avantage, « mais les entreprises sont un peu déçues quand elles se rendent compte que ce n'est pas le football », ironise de Cazenove. Il faut donc jouer la carte de la séduction et créer de vraies relations humaines. C'est le cas avec Proman, partenaire principal depuis trois ans. Pour Olivier Doirat, directeur régional de l'entreprise, « c'est avant tout une affaire d'hommes. Le discours et le projet du président Guégan m'ont séduit. » L'entreprise de travail temporaire débourse 6 000 € par saison pour figurer sur le maillot des Girondins. « Un investissement important dans le projet socio-éducatif que représente le club », poursuit Olivier Doirat. Les dirigeants bordelais sont aux petits soins avec leurs sponsors en leur offrant une visibilité complète sur les supports de communication du club. Mais également en brillant sur le terrain. Le succès face à Libourne il y a deux semaines pourrait offrir une nouvelle année de partenariat avec Proman. C'est du moins ce que sous-entend Olivier Doirat dans un sourire : « Ils ont gagné ? On reconduit pour l'année prochaine alors. »

MAXIME MEYER  
ET JONATHAN LANGE

## Crous : Pécrresse « simplifie » le calcul des bourses

Toutes les années, c'est un rituel chez les étudiants. Entre janvier et avril, la constitution du dossier de bourse sur critères sociaux est une étape primordiale pour le financement des études. Une aide comprise entre 1389 et 3753 €, calculée à partir des revenus parentaux et de divers critères : distance du domicile, nombre d'enfants à charge, handicap ou monoparentalité. Or, la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, a lancé une réforme qui fait hurler les syndicats étudiants. Si un sixième échelon est créé pour les étudiants les plus défavorisés, le changement du calcul de la bourse exclut désormais – curieusement – des

critères pourtant emblématiques : la monoparentalité, par exemple, ne sera plus prise en compte.

### « UN ARGUMENT TRADITIONNALISTE »

De manière plus générale, comme l'explique Jeanine Lambert, chef du service « vie étudiante » au Crous de Bordeaux : « Le ministère a voulu simplifier les critères. La distance géographique sera moins prise en considération. En revanche, le nombre d'enfants le sera plus. Cela va aider les familles nombreuses. » Une décision qui fait bondir Jean-Baptiste Prévost, le président de l'Unef, qui dénonce « un argument traditionnalis-

te » et déplore « qu'un étudiant fils unique, vivant à 40 km de son domicile, et dont la famille aurait un revenu de 20 000 € par an, perdrait un point de charge. Il percevrait donc 1 384 € par an, au lieu de 2093 € ». Selon l'Unef, 10 000 à 20 000 étudiants sont concernés par ces réductions dès la rentrée prochaine. Un chiffre que conteste Jeanine Lambert : « Pourquoi 20 000 ? Il n'existe aucun recensement. Même le ministère ne peut pas le chiffrer. » Elle concède néanmoins : « On ne peut pas évaluer l'impact, mais l'effet attendu est que les boursiers échelon zéro (pas d'allocation mais une exonération des droits d'inscription et de sécu, ndlr) et six

vont être plus nombreux. » Une façon de signifier que quelques étudiants en difficulté toucheraient 17 € de plus par mois, mais que la grande majorité verrait son allocation réduite. L'Unef a lancé un recensement des étudiants pénalisés et s'insurge contre l'abandon de la prise en compte du handicap, dans un contexte où Nicolas Sarkozy a affirmé, lors de la conférence de presse du 8 janvier dernier, vouloir « donner à la jeunesse les moyens de son autonomie », et qui a fait de la lutte contre le handicap une priorité nationale. Comptage des morts après la bataille... En septembre.

STÉPHANE RAES  
ET BENJAMIN KÖNIG



# Les fonds de la messe

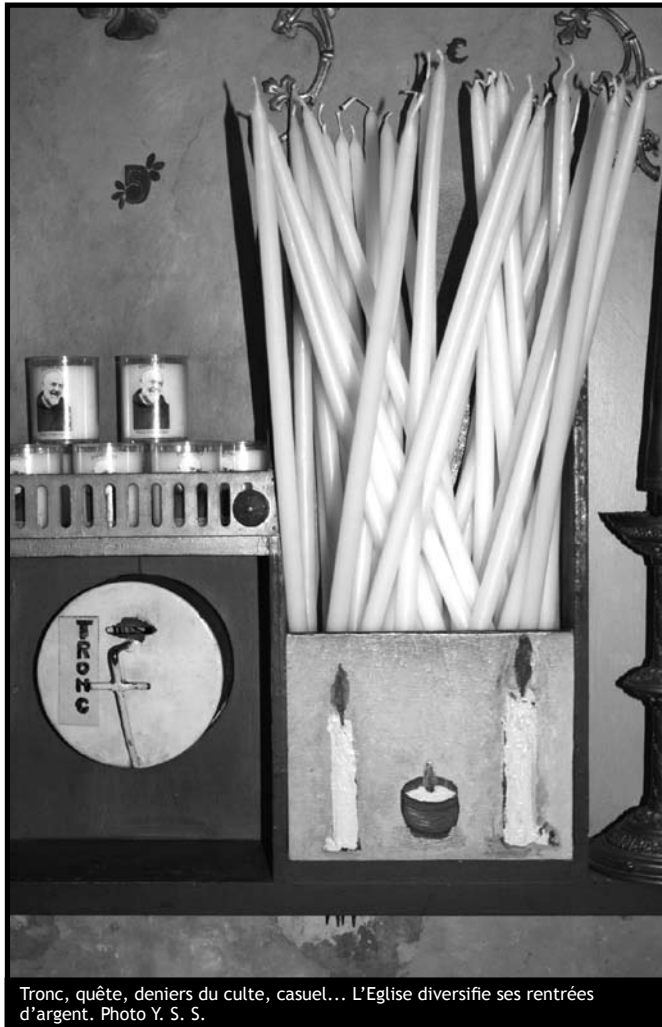
**Crise des vocations, crise de la foi, crise économique, sale temps pour l'Église. Par contre, la charité va bien. Merci. Enquête à l'ombre des tronc de messe.**

« **Je** me souviens d'un prêtre qui faisait la quête avec un filet de pêche pour inciter les gens à donner des billets ! », rigole le père Mino-Matot, à la sortie de la messe du dimanche, église Sainte-Croix, à Bordeaux. Autant dire que le sacro-saint tabou de l'argent, soi-disant d'inspiration juéo-chrétienne, n'a pas vraiment cours dans la maison de Dieu.

« Ce n'est pas important, combien les gens donnent. Pour l'Église, l'argent, c'est d'abord un outil de partage », ajoute le prêtre. Un outil que l'Église, qui déclare ne vivre que de la générosité des croyants, a quand même su décliner sous plusieurs formes : quête dominicale pendant la messe, quête pour le denier du culte une fois par an, legs, casuels et offrandes (pour les mariages et les enterrements), quête pour l'entretien des bâtiments, vente de cierges.

Résultat : un bilan financier positif, selon le diocèse, qui se targue d'avoir un budget équilibré et de pouvoir, cette année, assurer son fonctionnement grâce aux seuls dons des fidèles. 3 400 000 euros, pour le diocèse de Bordeaux en 2007, pour la quête à la messe, qui reste la plus forte rentrée d'argent, et les offrandes. Les recettes du denier du culte, cette même année, s'élevaient à 3 300 000 euros.

Pas vraiment de crise du don, donc. Malgré une chute du nombre de pratiquants, et la morosité



Tronc, quête, deniers du culte, casuel... L'Église diversifie ses rentrées d'argent. Photo Y. S. S.

économique ambiante, l'archevêché a su faire face, et a pu présenter des chiffres à peu près stables ces dernières années. La recette ? Une modernisation des méthodes de communication. « Cette année, c'est la première fois que nous avons mis en place une campagne d'affichage pour appeler au don pour le denier du culte », s'enflamme-t-on au diocèse. S'ajoutent une politique de « mailings ciblés » et la mise en place de dons en ligne sur le site internet du diocèse. Autant de stratégies qui semblent permettre à l'archevêché de garder le moral, face à la crise.

Alors, à la sortie de l'église Saint-Michel, Marie et Bernadette, la soixantaine pratiquante, peuvent dormir tranquille. Elles avouent donner systématiquement. Deux euros. Un peu plus pendant les fêtes. « Ça sert à payer le curé ». Ce matin, dans la corbeille, il y avait à peu près 200 euros. Mais le père Mino-Matot, décidément de bonne humeur aujourd'hui, souligne que l'Église a d'autres cordes à son arc : « Un enterrement, c'est 120 euros, en moyenne. Alors, moi, je crois que la paroisse va bien, parce que des enterrements, il y en a de plus en plus ! »

**YANN SAINT SERNIN  
ET PIERRE SAULNIER**

## Billet

En sémantique comme en haute couture, mettre le pied dans la... mode, ça porte malheur. Il n'y a qu'un pas entre la glissade et le glissement, sémantique bien entendu.

Il a suffi qu'un ou deux leaders d'opinion lancent une paire de mots – « pouvoir d'achat » en l'occurrence – pour que bêlent démiurges et panurges dans un accès de suivisme aigu. Cette notion, « pouvoir d'achat », en recouvre en fait deux autres :

le coût de la vie, d'une part et, d'autre part : les SALAIRES. Aïe. Cachez ce mot que je ne saurais voir.

Le pouvoir d'achat n'est rien d'autre que le rapport entre le coût de la vie et les salaires. Depuis 150 ans que notre société est entrée dans l'ère industrielle et libérale, la hausse du coût de la vie entraînait automatiquement une hausse des salaires, redistribués après prélèvement sur le capital. Et puis d'un coup, sous la poussée du néolibéralisme, plus rien. Le coût de la vie explose

– si ça continue, le jambon sera au prix du foie gras – mais les salaires stagnent, voire régressent. Or, quelle est la seule réponse des pouvoirs publics et de notre hyperprésident à cette question fondamentale ? « Les caisses sont vides, mais nous allons alléger le coût de la vie. » Nous allons demander à la grande distribution de diminuer ses profits – colossaux – pour que vous, gentil peuple, puissiez vivre décemment. Autant demander à Sœur Emmanuelle de militer pour le libertinage...

Et les syndicats dans tout ça ? Leur pugnacité et leur légendaire verve mordante permettront-elles d'obtenir à l'arraché une hausse salubre des salaires ? Que nenni ! Tour à tour, sur les plateaux télé, les dirigeants syndicaux reprennent à leur compte cette expression, « pouvoir d'achat », comme s'il devenait incongru et malséant de parler de salaires... Ah ! La France de Jaurès, si chère à notre Président, est décidément bien loin...

**BENJAMIN KÖNIG**